

Et si l'Etat islamique était finalement une chance pour le Moyen-Orient ?...Oui, mais à certaines conditions...

Par Roland Lombardi, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Les premières frappes en Irak de la coalition, emmenée par les Etats-Unis, contre des positions de l'Etat islamique ont débuté le 8 août dernier. A partir de la fin septembre, les bombardements, principalement américains, se sont étendus sur les positions des islamistes en Syrie. Mais après quatre mois, qu'en est-il de cette nouvelle intervention américaine dans la région ? A première vue, il semblerait que les résultats des premières frappes ne soient que peu déterminants pour l'instant. En effet, même s'il est prématuré de faire un premier bilan et malgré les 2 000 raids aériens menés par la coalition (dont 90 % effectués par les Etats-Unis) les troupes de l'Etat islamique, même affaiblies, se sont adaptées à la stratégie de la coalition et restent toujours agressives en Syrie comme en Irak. Le siège actuel de la ville de Kobané par les djihadistes est, d'une certaine manière, l'illustration parfaite des fragilités, des hésitations et du piétinement de l'action de la coalition.

Le maréchal Foch avait dit concernant les alliances : « *J'ai un peu moins d'admiration pour Napoléon depuis que je sais ce qu'est une coalition !* »

Dès cet été et le début de la guerre lancée par les Etats-Unis contre les islamistes de *Daech*, j'avais écrit que l'EI pourrait changer positivement la face du Moyen-Orient¹. Cela, pour la bonne et simple raison, que tous les protagonistes importants de la région (Israël, Arabie saoudite et Iran) avaient dorénavant, chose unique dans l'histoire, un point commun : la volonté de détruire l'Etat islamique ! Pour autant, afin de saisir cette occasion inespérée de mettre d'accord les « ennemis » d'hier, les responsables américains, et en premier lieu leur président, se doivent d'avoir un vrai leadership et assez d'autorité pour imposer leurs vues. Mais d'abord, ils doivent être capables de concevoir un plan d'ensemble pour toute la région. De plus en plus indépendants sur le plan énergétique et encore la seule grande puissance financière et militaire du moment, les Etats-Unis, plus que jamais, sont les seuls à avoir encore les moyens diplomatiques nécessaires pour rattraper leurs erreurs passées et surtout, changer réellement les choses dans la région.

Malheureusement, une des faiblesses des Etats-Unis comme de la France d'ailleurs, dans leurs analyses, c'est qu'ils n'appréhendent qu'une partie du théâtre des opérations, celle qui les intéresse sur le moment. L'actualité de ces dernières années le prouve, ils n'ont qu'une vue tactique locale des événements, lorsqu'elle n'est pas politicienne, commerciale ou pire, manichéenne et idéologique.

Le terrorisme islamique est un adversaire global et c'est la raison pour laquelle les stratégies occidentales doivent raisonner en termes globaux.

Sur le strict plan militaire, il faut d'abord tordre le cou à l'idée reçue selon laquelle dans une guerre asymétrique, le *faible* triomphe toujours du *fort*. Comparaison n'est pas raison, mais faut-il rappeler que la France a gagné militairement la guerre d'Algérie ? Rappelons aussi l'éradication par l'Etat algérien des islamistes dans les années 1990 ou la victoire des troupes russes en Tchétchénie en 2000, ou encore la destruction de l'armée des Talibans en 2002 ou enfin, les succès du général Petraeus en Irak et en Afghanistan à partir de 2008... Quant au

¹ <http://www.jfcconseilmed.fr/files/14-08-21---Lombardi--Irak-pourquoi-EI-pourrait-changer-le-Moyen-Orient.pdf>

Mali, tous les experts s'accordent à dire que les militaires français, malgré des moyens parfois dérisoires, font un travail « exemplaire ».

Par ailleurs, les régions d'Irak ou de Syrie, où sévissent les djihadistes, ne sont pas la jungle vietnamienne ni les inaccessibles montagnes des Aurès ou afghanes. Anéantir les troupes de l'Etat islamique est donc un but parfaitement réalisable. Mais là encore, comme à chaque fois que le *fort* neutralise le *faible* dans ce genre de conflit, il faut que les Américains s'en donnent les moyens. La tactique militaire doit s'appuyer sur une stratégie d'ensemble et des objectifs politiques et géopolitiques clairs et forts.

Le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie, les « maillons faibles »

Ainsi, Washington doit d'abord changer son attitude condescendante envers la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar. En effet, ces trois pays font partie de la coalition internationale composée de vingt-deux pays (occidentaux et musulmans). Mais il ne faut pas oublier qu'ils sont tous trois responsables de ce qui est en train de se passer puisqu'ils ont soutenu, financé et parfois même créé ces milices islamistes. Les Américains doivent taper du point sur la table et faire cesser le double discours, le double jeu et les chantages de la Turquie comme notamment dans l'affaire de Kobané. Quant aux Saoudiens et aux autres émirs du Golfe, Obama pourrait leur tenir ce discours : *« Nous n'avons plus besoin de votre pétrole. Ok, nous continuerons à défendre vos royaumes (cela rassurera le complexe militaro-industriel américain) mais à présent il faut arrêter de jouer au docteur Frankenstein. Vos politiques dans la région ont été catastrophiques depuis ces dernières années, nous nous en sommes longtemps accommodés mais à présent c'est terminé ! »*

Washington doit faire comprendre, aux « trois maillons faibles » de la coalition (mais aussi à certains responsables français), que la chute d'Assad² n'est plus à l'ordre du jour et qu'il faut compter dorénavant avec lui. Les Etats-Unis peuvent encore obliger les Saoudiens et autres donateurs privés (du Qatar et du Koweït) à stopper leurs financements occultes de l'EI en Irak et de *Jabhat el-Nosra* en Syrie. Leur argent et leurs réseaux, toujours actifs, pourraient plutôt être utilisés afin de « retourner » des anciens officiers irakiens ou des chefs de tribus sunnites encore accouinés avec l'EI. Et pourquoi les riches monarchies du Golfe ne financeraient-elles pas un vaste « plan Marshall » pour le Moyen-Orient à la fin des hostilités ?

La Russie et l'Iran, les « clés » ?

La Syrie, l'Iran et la Russie, ne font pas partie de la coalition contre l'EI. Cependant, ces trois pays sont incontournables pour la résolution du conflit. Au-delà de l'armée irakienne, des courageux Peshmergas kurdes et des troupes occidentales (« conseillers », forces spéciales, sociétés militaires privées), l'armée d'Assad et les régiments d'élites iraniens peuvent constituer le gros des « troupes au sol » si nécessaires pour les combats futurs. Pour l'instant les troupes d'Assad, les milices chiites d'Irak et les forces iraniennes (les Pasdarans et les soldats d'élite de la force Al-Qods sont déjà déployés en Irak) temporisent... Damas et Téhéran sont dans l'expectative et attendent des gestes diplomatiques forts des Etats-Unis...

Mais les négociations secrètes actuelles entre Téhéran et Washington gênent moins les rapports entre Américains et Saoudiens (qui luttent contre l'influence chiite dans la région) que l'alliance américano-israélienne. Pourtant, pour faciliter les négociations, une des

² Les récentes rumeurs, sur le souhait de certains responsables américains de changer leur stratégie pour finalement se retourner contre le régime de Damas, seraient le signe d'une incommensurable stupidité géopolitique ! D'ailleurs, Iraniens et Russes ne l'accepteront jamais !

solutions serait, qu'au-delà des lettres secrètes ou des négociations du « Groupe 5+1 », les Etats-Unis lancent une diplomatie triangulaire avec l'Iran et Israël. Obama et Kerry pourraient user de ce que l'on nomme en relations internationales le *linkage* qui consisterait alors à lier tous les problèmes de la région en acceptant de faire des concessions dans un domaine pour obtenir des avantages sur un autre. Ainsi, il serait demandé à l'Iran d'accepter l'arrêt total et définitif de son programme nucléaire militaire tout en obligeant le Hezbollah et un Assad « victorieux » (redevenus « fréquentables ») à faire un geste envers l'ASL (ou de ce qu'il en reste) mais aussi envers l'Etat hébreu. En échange, Téhéran, nouveau gendarme de la région, bénéficierait de la levée de toutes les sanctions économiques, de la reconnaissance de ses zones d'influence dans la région (et donc en premier lieu en Irak) et de son « retour » au sein de la communauté internationale. Quant à Israël (à la fois rassuré au sujet de l'« axe chiite » mais aussi sur l'indéfectible soutien américain) mais aussi l'Autorité palestinienne (à condition que le Hamas soit neutralisé d'une manière ou d'une autre), le dialogue leur serait imposé ! Ils seraient alors invités de manière plus énergique à cesser les violences, s'asseoir autour d'une table, faire des concessions mutuelles (reconnaissance pleine et entière d'Israël par les Palestiniens et acceptation du principe de deux Etats pour deux peuples par les Israéliens) et surtout, accepter le plan de paix régional et global proposé le mois dernier par le président égyptien.

De plus, les Russes, qui ont un pied à Tel Aviv et l'autre à Téhéran, pourraient appuyer cette initiative voire être un partenaire à part entière. Moscou serait sans doute disposée à jouer ce rôle dans la région³, à condition bien sûr que les Américains réévaluent rapidement les risques et les « menaces pour le monde » en cessant leur politique agressive, déraisonnable et stérile envers la Russie, notamment en Ukraine où d'ailleurs quoiqu'ils fassent, Poutine aura toujours un coup d'avance !

En définitive, la véritable clé de ce plan est l'économie. Car si la lutte contre le terrorisme doit être une lutte globale, réunissant Russes, Chinois, Américains, Canadiens, Européens, Algériens, Marocains, Tunisiens, Egyptiens, Jordaniens, Israéliens..., elle doit aussi et surtout s'attaquer à ses principaux terrains : la misère et la guerre elle-même !

Il serait temps que *l'homo economicus* supplante *l'homo bellicus* dans cette région trop longtemps martyrisée.

³ On a déjà pu noter la volonté russe d'apporter des solutions dans la région : sur l'affaire des armes chimiques syriennes et dernièrement, selon certaines sources, la Russie aurait proposé à l'Iran de traiter son uranium enrichi...